



Munich Personal RePEc Archive

Diaspora and Development in Haiti: Towards a smart and efficient participation

Paul, Bénédique

FEDHE, HDR, CREGED - Quisqueya University

19 October 2012

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/42223/>
MPRA Paper No. 42223, posted 26 Oct 2012 01:34 UTC



Diaspora et Développement en Haïti : Vers une participation intelligente et efficiente¹

Dr. Bénédique PAUL

postmaster@benediquepaul.com

Conseiller Economie/Production de la FEDHE

Président-Fondateur de l'association « Les Amis des Enfants d'Haïti » (AEH)

Président-Fondateur et Manager de Bénédique Paul Consulting Services (BPCS)

&

Enseignant-Chercheur en sciences économiques et managériales

Directeur du Centre d'Entrepreneuriat et d'Innovation (CEI)

Directeur adjoint du Centre de Recherche en Gestion et Economie du Développement (CREGED)

Faculté des Sciences Economiques et Administratives (FSEA)

Université Quisqueya (UniQ), Haïti.

Résumé:

La Diaspora haïtienne apporte une contribution financière importante et croissante dans l'économie d'Haïti. Elle est anticyclique, sans contrepartie, rapide et anti-crise, plus importante que l'aide internationale. Cependant, la participation de la Diaspora dans le développement économique et social d'Haïti ne semble pas être possible à travers les seuls envois de fonds. Notre modeste proposition est que la Diaspora adopte une démarche plus intelligente et plus efficiente consistant à, sans nécessairement cesser de soutenir la survie des familles bénéficiaires, 1) financer des projets productifs et entrepreneuriaux ; 2) intervenir dans l'enseignement supérieur pour contribuer à l'améliorer à travers un schéma top-down, soit à travers des missions d'enseignement, soit en codirigeant des études et des recherches ; 3) venir autant que possible en Haïti pour avoir une vision plus réelle du terrain et apporter une participation directe. Enfin, dans la mesure où le développement repose sur l'éducation et que la population haïtienne est majoritairement jeune, la Diaspora peut soutenir, sans mobiliser beaucoup de ressources financières, tant la jeunesse haïtienne via l'éducation et soutien de l'entrepreneuriat que le gouvernement via le renforcement institutionnel.

¹ Communication présentée à la Session « Economic Leverage : Remittance, investment and Alliances » de la « Global Haitian Diaspora Unity Congress » titré : « Unity for Results : in and out of Haiti », congrès organisé par la « Haitian Diaspora Federation », à l'Organisation des Etats Américains (OEA), Washington DC, du 18 au 20 octobre 2012. Pour plus d'informations voir : <http://hduc.net/haitian-diaspora-leaders-to-convene-at-the-2012-global-haitian-diaspora-congress-at-oas-headquarters-in-dc/>.

Diaspora and Development in Haiti: Towards a smart and efficient participation

Summary:

The Haitian Diaspora continues to bring an important and growing financial contribution to the Haitian economy. These remittances are countercyclical, without condition, fast and anti-crisis, greater than international aid. However, the participation of the Diaspora in the economic and social development of Haiti does not seem to be possible only through remittances. Our modest proposal is that Haitian Diaspora must adopt a smarter and more efficient approach consisting of, but not necessarily stop supporting the survival of recipient families, 1) finance productive projects and entrepreneurial initiatives; 2) involve and contribute to improve Haitian higher education, through a top-down scheme, either through teaching assignments or joint supervision of education and research projects, 3) as much as possible, come back to Haiti to have non erroneous analysis and provide direct participation. Finally, considering that development is related to education and the Haitian population is predominantly young, Diaspora can support, meanwhile optimizing financial resources, both Haitian youth through education and support of entrepreneurship, and Haitian government through institutional strengthening.

I. Contexte

Il y a une importance croissante de la contribution de la Diaspora dans la vie économique haïtienne, notamment à travers :

- a. Sa contribution financière connue et toujours en progression : pourcentage élevé du PIB d'Haïti
- b. Le caractère anticyclique des envois de fonds : sans contrepartie, rapide et anti-crise.

La Diaspora haïtienne travaille dur et sacrifie souvent son propre bien-être pour se mettre au service de son Haïti chérie. En plus des envois de fonds qu'elle effectue régulièrement (et qui compensent l'insuffisance de politique sociale en Haïti), elle a dû se battre récemment pour se faire reconnaître par le Législateur haïtien comme étant une communauté de citoyens haïtiens à part entière, ce qui représente définitivement une innovation considérable (Paul, 2012c). De la même façon qu'elle ne peut plus accepter que sa voix ne soit entendue (le combat pour la multiple nationalité est gagné mais il faut aller plus loin), la Diaspora haïtienne ne peut/doit pas continuer à assister, souvent avec honte et regret, au spectacle sinistre de l'alimentation du

sous-développement en Haïti (autrefois la plus riche colonie de la Caraïbes), ni non plus y contribuer à travers le biais comportemental généré par l'assistanat associée à sa participation (cf. Paul, 2008).

II. Problématique

Il est argumenté que la participation de la Diaspora dans l'économie haïtienne est plus efficace, du point de vue de la gouvernabilité en Haïti, que l'aide internationale (Beaulière, Paul et Ouédraogo, 2011, Paul, 2012a). Cependant, il y a une limite sérieuse de cette contribution dans le développement durable en Haïti, à cause de :

- a. La forme de cette participation qui est essentiellement financière et non pas en termes d'apport en capacités et en termes de moteur de développement local et endogène
- b. L'affectation des fonds reçus à la consommation de produits importés et pas nécessaire à des produits locaux (la population haïtienne fait progressivement son entrée dans la consommation de masse, sans aucune préférence nationale).
- c. L'affectation de cette participation à la consommation quotidienne et non à l'investissement durable et la création d'emplois.

Notre argument ne porte pas sur la question « est-ce que les envois de fonds de la Diaspora haïtienne participe à la croissance économique ? ». Car quelle que soit leur affectation (on connaît les grands domaines d'affectation comme la consommation alimentaire², la construction, la scolarisation), les transferts financiers de la diaspora contribuent de façon significative au PIB d'Haïti. Notre question est « quelle est la meilleure façon pour la Diaspora de contribuer au développement économique d'Haïti ? ». Notre réflexion porte alors, non pas sur le montant des transferts de fonds ni sur leur allocation par les bénéficiaires, mais sur des stratégies de participation de la Diaspora dans le développement d'Haïti. Cette participation ne saurait être que financière. D'où le fondement de nos propositions qui suivent.

² Manuel Orozco (2006) a déjà discuté l'effet pervers possible d'une allocation des transferts de fonds issus de la migration dans la consommation, lorsqu'il s'agit de consommation de biens importés. Là aussi, cette affectation affecte le PIB, sans toutefois avoir un impact positif sur la production.

III. Plaidoyer et propositions

Nous proposons ici quelques éléments de stratégie qui s'inscrivent dans une démarche intelligente et efficiente de la Diaspora haïtienne souhaitant voir sa participation contribuer au développement durable d'Haïti. Il s'agit entre autres de :

- a. Financer des projets avec participation directe (comme le font les pays donateurs). Pour cela, la Diaspora haïtienne dispose, dans beaucoup de domaines stratégiques, d'experts pouvant réaliser des missions ponctuelles. D'ailleurs, nous proposons que les organisations de la diaspora identifient et répertorient ces ressources humaines qualifiées.
- b. Financer des projets productifs tant associatifs qu'entrepreneux. Aujourd'hui, les organisations de la Diaspora haïtienne soutenant le développement en Haïti sont répertoriées (environ 350 en 2012³). Une canalisation de la contribution financière de la Diaspora à travers ces « hometown associations » peuvent permettre d'appuyer le développement local (au niveau territorial, notamment les territoires d'origine) en Haïti. Une expérience déjà significative existe dans le domaine des services (Fagen et al., 2009). Mais il manque le soutien d'activités productives.
- c. Intervention directe dans le système universitaire : mission d'enseignements, codirections de projets de recherche. Si l'on admet que les personnes hautement qualifiées d'Haïti ont émigré, et si l'on admet que l'une des meilleures façons, si ce n'est la meilleure, de contribuer au développement d'Haïti, c'est d'investir dans l'éducation, la Diaspora (qui dispose d'un réseau de représentants de beaucoup d'universités américaines) peut à a fois contribuer à renforcer, améliorer le système d'enseignement universitaire haïtien. Cette action passe par des missions en Haïti mais aussi par la conduite de projets d'études et de recherches conjoints, par l'accueil d'apprentis chercheurs dans les universités étrangères, etc. Cette stratégie demande peu de ressources financières d'ailleurs.
- d. Promouvoir l'entrepreneuriat en Haïti (ce faisant on contribue à la sécurité économique du pays). Dans un souci de production de richesses en Haïti et d'encourager les jeunes (qui représentent la majorité de la population) à rester au pays, l'entrepreneuriat universitaire est d'une importance capitale quand on sait que les dernières vagues d'émigration ont un motif économique. La Diaspora peut soutenir l'entrepreneuriat académique (Paul, 2012b) (comme l'université

³ Voir des informations sur le site la « Home Town Association Resource Group » : <http://haitirg.org>.

Quisqueya est en train de l'initier à travers la création de son Centre d'Entrepreneuriat et d'Innovation, CEI).

- e. Contribuer à limiter l'assistanat (ayant un biais comportemental). Au lieu d'encourager l'oisiveté dans certains cas, la Diaspora peut, à travers ses réseaux, contribuer au financement de projets d'entreprises viables en Haïti.
- f. Contribuer à limiter l'effet d'entraînement dans l'émigration (en cessant d'envoyer des signaux de fausse réussite facile). C'est une stratégie essentiellement symbolique mais non négligeable qui doit encourager les jeunes universitaires en Haïti à forger leur propre avenir économique et social, sans nécessairement recourir à la migration. En effet, par ces temps de crise économique mondiale, il est de plus en plus difficile d'émigrer et de réussir à l'étranger. D'ailleurs, on assiste à une montée du nationalisme (voire l'extrême nationalisme) en Occident.
- g. Revenir en Haïti pour avoir une vision réelle et concrète de la situation et des possibilités. Beaucoup de personnes la Diaspora haïtienne ont une vision inadaptée de la réalité haïtienne. Le problème est qu'elles se contentent des images projetées par certains médias dont l'objectif est créer l'empathie chez de potentiels donateurs humanitaires. Nous pensons qu'il est nécessaire, dans la mesure du possible, pour les personnes vivant dans la Diaspora de se rendre elles-mêmes en Haïti afin de constater quelles sont les possibilités d'actions et les opportunités de développement et de réussite existantes dans le pays.

IV. Conclusion

Après l'émigration d'une grande partie (près de 84%) des ressources humaines qualifiées que possédait Haïti (5^e pays du monde avec les plus forts taux d'émigration des diplômés du supérieur en l'an 2000 (Ratha et al., 2011)), nous sommes forcés d'admettre que la Diaspora haïtienne constitue un pilier qui ne peut être négligé dans le développement d'Haïti. Récemment, le Législateur a fait un pas décisif en intégrant, de droit, les membres de cette Diaspora dans la communauté des citoyens haïtiens. A ce titre, la Diaspora ne peut, si veut concrètement jouer son rôle, se contenter d'envoyer de l'argent sans même se soucier du devenir de cet argent. Il est, à notre avis, temps, pour la Diaspora haïtienne de cesser de déléguer uniquement sa responsabilité à des coopérants internationaux. Elle doit s'armer de courage et participer activement mais directement dans les actions de développement en Haïti. Cette intervention peut d'ailleurs contribuer à renforcer l'Etat et les institutions en Haïti.

V. Bibliographie

1. Beaulière, A., Paul, B. et Ouédraogo, S. (2011), L'inefficacité de l'aide publique au développement à Haïti de 1980 à 2010 : une analyse en termes de gouvernabilité, communication présentée au 51^e Congrès annuel de la société canadienne de science économique (SCSE), tenu à l'université Sherbrooke (Québec), du 11 au 13 mai 2011.
2. Fagen, P. et al. (2009), *Haitian Diaspora Associations and their Investments in Basic Social Services in Haiti*, Washington D.C.: Georgetown University.
3. Orozco, M. (2006b), *Understanding the remittance economy in Haiti*, Washington D.C. : Inter-American Dialogue.
4. Paul, B. (2012a), Comment sortir Haïti de la dépendance vis-à-vis de l'aide internationale ? – Une proposition de stratégie, *Haïti Perspectives, Revue thématique du GRAHN*, vol. 1, n° 1, pp. 37-43.
5. Paul, B. (2012a), L'Université et l'Entrepreneuriat en Haïti, communication présentée au Colloque International « L'habilitation urbaine post- séisme de Port-au-Prince : quel rôle pour les universités et la recherche? » et Séminaire-Atelier « Développement et renforcement des capacités de recherche en Haïti » tenu respectivement les 16-18 avril et 19- 20 avril 2012, au Karibe Convention Center, par l'Université Quisqueya (uniQ), l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD).
6. Paul, B. (2012c), Le changement institutionnel en Haïti, les véritables enjeux, *Revue Recherches, Etudes et Développement*, vol. 5, n° 1, à paraître.
7. Paul, B. (2008), Migration et pauvreté en Haïti : impacts économiques et sociaux des envois de fonds sur l'inégalité et la pauvreté ? Communication à la Journée Thématique du Groupe d'Economie et Développement (GED), Université Bordeaux 4, le jeudi 16 octobre.
8. Ratha, D., Mohapatra, S. et Silwal, A. (2011), Le Recueil de statistiques 2011 sur les migrations et les envois de fonds, Groupe des perspectives de développement de la Banque mondiale, Disponible à www.worldbank.org/migration, consulté le 16 octobre 2012.